

[Text]

I now call on the British Columbia Federation of Labour. With us today is Ms. Marion Meagher, Vice President of that organization. In welcoming you, Ms. Meagher, I will turn the chair over for a few moments to the deputy chairman of this committee, Senator Poitras.

Ms. Marion Meagher, Vice President, B. C. Federation of Labour: I would like to inform the committee that the person sitting next to me is Ms. Gene Errington, who is the Director of Research with the B.C. Federation of Labour. She is also the technical adviser.

The B.C. Federation of Labour would first of all like to express our appreciation to the Senate for holding cross-country hearings on the proposed goods and services tax, or GST. We feel it is a very positive development in the fight against this deeply unpopular tax. We scarcely need remind the committee that the federal government had no mandate from Canadians to implement this radical, regressive and unjust tax. The Senate remains for us the primary hope for a check against the abuse of majority power by this present government.

The B.C. Federation of Labour represents approximately 275,000 workers and their families in the province of British Columbia, from virtually every region and almost all walks of life. In addition, the actions of the federal government on the goods and services tax, as well as a number of other government policies, led us into alliances with community groups of all kinds in a way that is perhaps unprecedented in Canada. As a result, we are confident that we stand with a large majority of Canadians in our opposition to this tax.

On October 2, 1989, we made a submission to the parliamentary Standing Committee on Finance outlining our objections to, and criticisms of, the GST and its predicted effects on working men and women, their children and the economy as a whole. We have attached to this brief a copy of this submission for your information. It is the red and white document. Much of its content will be in agreement with many of the submissions you have heard so far.

In our presentation, therefore, we will confine ourselves to two topics: The effect of the GST on labour relations and some alternatives to this tax that ought to be considered.

In October of last year, we predicted that labour, having warned against the effects of the government's taxation policies, would not retire quietly to suffer from the effects we predicted, even though the government seems to expect this is what we would or ought to do. Typically, the government and its economists seem to be judging the impact of the GST from a totally econometric perspective, with no regard to the human difficulties it inflicts or its effect on the social and political stability of our country. Finance Minister Wilson has called on workers not to ask for wage increases to compensate for the GST "for the good of the country". Meanwhile, the firm of

[Traduction]

très important du milieu des affaires de la Colombie-Britannique.

J'invite maintenant la Fédération du travail de la Colombie-Britannique. Est avec nous aujourd'hui M^{me} Marion Meagher, vice-présidente de cette organisme. En vous accueillant, M^{me} Meagher, je passerai le fauteuil pendant quelques moments au vice-président du comité, monsieur le sénateur Poitras.

Mme Marion Meagher, vice-présidente de la Fédération du travail de la Colombie-Britannique: J'aimerais dire au comité que la personne assise à côté de moi est M^{me} Gene Errington, qui est directrice de la recherche pour la Fédération du travail de la Colombie-Britannique. Elle est également notre conseillère technique.

La Fédération du travail de la Colombie-Britannique aimerait tout d'abord remercier le sénat de tenir ces audiences dans tout le pays sur la taxe sur les produits et services proposée, soit la TPS. Nous pensons qu'il s'agit d'une mesure très positive dans la lutte à mener contre cette taxe profondément impopulaire. Vaut-il la peine de rappeler au comité que le gouvernement fédéral n'a reçu aucun mandat des Canadiens pour mettre en œuvre cette taxe radicale, régressive et injuste. Pour nous, le sénat reste notre principal espoir d'empêcher l'abus de pouvoir du gouvernement actuel.

La Fédération du travail de la Colombie-Britannique représente environ 275 000 travailleurs et leurs familles dans la province de Colombie-Britannique, de presque toutes les régions et tous les styles de vie. D'autre part, les mesures prises par le gouvernement fédéral sur la taxe sur les produits et services ainsi qu'un certain nombre d'autres politiques, nous ont incité à nous allier avec les groupes communautaires de tout genre d'une façon sans doute sans précédent au Canada. C'est pourquoi nous sommes persuadés que nous sommes alliés à la grande majorité des Canadiens qui s'oppose à cette taxe.

Le 2 octobre 1989, nous avons fait une présentation au Comité permanent de la Chambre des communes sur les Finances pour souligner nos objections à l'égard de la TPS et nos critiques et les effets prévisibles sur les hommes et les femmes qui travaillent, leurs enfants et l'économie en général. Nous avons annexé à ce document une copie de la présentation, à titre d'information. Il s'agit d'un document rouge et blanc. Une grande partie de son contenu sera semblables aux nombreuses présentations que vous avez déjà entendues.

C'est pourquoi dans notre présentation, nous nous limiterons à deux sujet : l'effet de la TPS sur les relations de travail et certaines des solutions de rechange à cette taxe que l'on devrait envisager.

En octobre dernier, nous avons prévu que les syndicats, ayant lancé un avertissement contre les effets des politiques fiscales du gouvernement, n'attendraient pas pour subir les effets que nous avons prévus, même si le gouvernement semble s'attendre à ce que nous agissions aussi. Typiquement, le gouvernement et ses économistes semblent juger l'impact de la TPS selon une perspective totalement économétrique, sans tenir compte des difficultés humaines qu'elle implique ou les effets sur la stabilité sociale et politique de notre pays. Le ministre des Finances Wilson a invité les travailleurs à ne pas demander d'augmentations de salaire pour compenser la TPS